

Pollution atmosphérique

ISSN : 2268-3798

Publisher : Association pour la Prévention de la Pollution Atmosphérique

227 | 2015

Varia

Lettre de la rédaction

Isabelle Roussel

 <https://www.peren-revues.fr/pollutionatmospherique/5334>

DOI : 10.4267/pollution-atmospherique.5334

Electronic reference

Isabelle Roussel, « Lettre de la rédaction », *Pollution atmosphérique* [Online], 227 | 2015, Online since 02 décembre 2015, connection on 24 février 2026. URL : <https://www.peren-revues.fr/pollutionatmospherique/5334>

Copyright

CC-BY

Lettre de la rédaction

Isabelle Roussel

TEXT

- 1 Après avoir présenté un état de l'art des connaissances scientifiques sur l'évolution du climat et la complexité des questions soulevées pour que les sociétés s'y adaptent en améliorant la qualité de l'air¹, la revue *Pollution atmosphérique* a souhaité, à l'occasion de la COP-21, braquer les projecteurs sur les acteurs de la maîtrise du climat. Ce rendez-vous onusien s'inscrit en effet dans le long processus de mise sur l'agenda politique planétaire de l'alerte donnée par le monde scientifique quant au réchauffement rapide du climat et ses multiples implications, comme le souligne un bref rappel de l'évolution de la prise en compte globale du problème (P. Carrega et R. Juvanon du Vachat). Le climat n'est plus le domaine de Zeus ou des forces surnaturelles auxquelles l'homme serait aveuglement soumis, il est devenu l'objet d'une interrogation majeure sur le rôle joué par l'environnement dans l'organisation des sociétés et les perturbations que ces dernières peuvent provoquer sur celui-ci. Dans les pays du Sud, comme le rappellent P. Sagna et les entretiens avec Hindou Oumarou Ibrahim et Yuba Sokona, l'identification du changement climatique est forte à travers les perturbations spécifiques des activités agricoles qui peuvent facilement s'observer de la part de populations qui y sont très attentives, mais les vulnérabilités sont importantes compte tenu des faibles ressources dont disposent les populations ou les États pour organiser une réponse adaptée. Dans les pays développés qui disposent de ressources cognitives mais aussi économiques, techniques, sociales et politiques très importantes, les médiations complexes qui organisent la vie collective conduisent à mettre fortement à distance une réalité comme le changement climatique, appréhendé de façon très variable par de multiples acteurs très divers. C'est sur la variété de ces acteurs, autres qu'étatiques, directement engagés dans la COP, et sur les réponses qu'ils commencent progressivement à élaborer que ce numéro de la revue voudrait attirer l'attention et braquer les projecteurs. En effet, depuis le relatif échec de la COP de Copenhague en 2009, le décalage entre l'urgence

imposée par le phénomène, de mieux en mieux compris, et les retards du processus onusien engageant les États, a paru insupportable à la population qui s'est approprié le sujet et organisé pour le traiter. La complexité des enjeux fait d'autant mieux ressortir la nécessité d'une mobilisation multiforme d'une très grande variété d'acteurs, à des échelles très différentes, soulevant inévitablement la question de sa cohérence à terme. À ce stade, ce développement apparaît trop nouveau pour qu'il soit possible de se prononcer sur son futur. Néanmoins, il semble traduire une réappropriation à la fois indispensable mais aussi déjà significative par de nombreuses entités sociales de la problématique aussi massive que complexe que constituent le changement climatique et son cortège d'implications causales et d'effets associés.

- 2 Milena Beekmann a participé avec talent et conviction à la mise en œuvre de ce numéro de la revue, dans le cadre de son stage de Master. Elle montre combien les États insulaires, regroupés au sein de l'organisation AOSIS (Alliance Of Small Island States), ont contribué à médiatiser, non sans dommages secondaires, le caractère inéluctable d'une catastrophe annoncée. Christophe Buffet, qui a beaucoup contribué à la réalisation de ce numéro, analyse, dans un texte rédigé avec S. Ollitraut, prenant largement appui sur sa thèse² récemment soutenue, l'importance du rôle joué par les ONG depuis la création de la CCNUCC³, la diversité des objectifs qu'elles poursuivent, et leur rôle, de l'extérieur et de l'intérieur, dans la négociation et dans l'implémentation locale des décisions. En dépit d'emplois du temps très chargés compte tenu de leur implication directe au sein des négociations, nous remercions Alix Mazounie du RAC (Réseau Action Climat) et Romain Bénicchio d'Oxfam d'avoir pris le temps de nous faire part des orientations suivies par leurs organisations, et des reconfigurations de l'approche par la société civile de la question du climat, avec l'objectif de l'associer aux préoccupations quotidiennes des populations. D'autres composantes de la société civile font également entendre leur voix, devenant de véritables parties prenantes de la délicate émergence d'une gouvernance mondiale du changement climatique dans laquelle mitigation et adaptation sont de plus en plus imbriquées.
- 3 L'émergence d'une gestion collective mondiale repose sur la force des convictions individuelles, comme le propose l'implication des reli-

gions dans le processus des négociations (M. Kopp). La COP-21, avec l'agenda des solutions et la plate-forme NAZCA mise en place à Lima, reconnaît le poids grandissant des autres composantes de la société civile qui s'organise avec de plus en plus d'ampleur. Les engagements recensés sur la plate-forme NAZCA émanant du secteur agricole et agro-alimentaire sont encore limités, alors que celui-ci est confronté au défi de nourrir une humanité de plus en plus nombreuse et soumise à des aléas climatiques croissant. En revanche, les engagements du secteur bancaire, destinés à investir dans les énergies renouvelables et à se désengager du soutien aux énergies fossiles, sont très encourageants et montrent une véritable prise de conscience du secteur financier. L'évaluation des motivations réelles des diverses populations de la planète à renoncer à une énergie bon marché et à des produits de consommation superflus reste cependant une grande inconnue en dépit des résultats de la consultation citoyenne mondiale organisée par la CNDP (Commission Nationale du Débat Public). Les entreprises, de plus en plus mondialisées, se sentent concernées au premier chef par la transition énergétique qui s'impose de plus en plus pour rendre effective la maîtrise du climat. Non seulement, comme le montre C. Tutenuit, elles doivent réorienter leurs procédés de production mais elles peuvent également tirer profit des innovations qu'il sera nécessaire de mettre en œuvre. Les adaptations déjà réalisées montrent aux États qu'il est possible d'anticiper des décisions longues à stabiliser, mais aussi qu'elles ont besoin d'un cadre stable et de l'appui d'une réglementation claire que seuls les États peuvent instituer. Les collectivités, comme le montre I. Roussel à travers l'exemple des villes souvent regroupées en réseaux, sont dans le même état d'esprit, tout en manifestant le caractère bénéfique de leur coopération avec le monde industriel. En effet, les villes qui représentent un enjeu majeur pour l'instauration d'un monde décarboné, plus juste et plus agréable à vivre, sont les acteurs d'initiatives impliquant à la fois les entreprises, les élus et les habitants. C'est ce type de partenariat qui permettra la mise en œuvre des innovations technologiques et sociales nécessaires pour construire la ville de demain, à l'image de la gouvernance locale qui constitue l'une des grandes réussites de l'*energiewende* en Allemagne. Dans un processus plus centralisé, la Chine, et spécialement les villes chinoises, entendent accélérer la décarbonisation de l'économie chinoise pour rendre l'atmosphère des

viles plus respirable, puisque les villes chinoises paient un lourd tribut à la pollution de l'air avec plus d'un million de décès par an (L. Charles).

- 4 Certaines catégories d'acteurs n'ont malheureusement pas pu faire l'objet d'investigations : il s'agit du monde de l'assurance⁴ mais aussi de celui des médias qui, pourtant, jouent l'un et l'autre un rôle essentiel dans la construction de la question climatique.
- 5 À travers le kaléidoscope des acteurs et des actions présentées, il convient de souligner combien les collaborations s'imposent pour esquisser des réponses globales et non pas seulement un patchwork d'initiatives locales précédant ou suivant l'engagement des États. Au nom de la justice climatique, souvent évoquée, comment séparer les réponses apportées par les pays du Sud de celles, plus techniques, élaborées par les pays du Nord ? Pierre Forestier expose la problématique de gestion du Fonds vert et le caractère des aides apportées au développement avec un impact climatique souvent difficile à discerner au sein de projets complexes. C'est au nom de cette même justice que la voix des femmes veut se faire entendre (A. Barre), aussi bien pour soutenir les femmes des pays du Sud qui, particulièrement exposées aux pénuries en eau et en denrées alimentaires, risquent de rencontrer des difficultés croissantes pour nourrir leur famille, que celles des pays du Nord aspirant à participer à la construction d'un monde plus sûr, plus salubre et plus égalitaire.
- 6 En dépit du schisme de réalité dénoncé par Amy Dahan, le signal d'alarme tiré par les scientifiques semble avoir été entendu mais, compte tenu de la diversité de la palette des acteurs planétaires à mobiliser (individus, associations, entreprises, collectivités, États), les problèmes à résoudre pour intégrer le climat au cœur des préoccupations sont nombreux et encore mal appréhendés. Comme l'environnement, le climat s'invite dans tous les secteurs de la société au sein d'un dialogue entre la biosphère et l'humanité, que l'urgence de la crise climatique place sur le devant de la scène politique. Brice Lalonde souligne le rôle croissant joué par les scientifiques dans la gestion de l'environnement, et en même temps les contours flous de l'espace scientifique qui doit respecter la légitimité du politique : « *Aujourd'hui, quand la société civile, les entreprises, les collectivités locales deviennent à leur tour des acteurs importants, le rôle des*

scientifiques est appelé à évoluer. Après nous avoir alertés, ne conviendrait-il pas qu'ils participent davantage à la mise en œuvre des accords ? Au moins qu'ils aident à intégrer la préoccupation du climat dans tous les domaines couverts par les sciences. » Cet éclairage scientifique, dont la revue espère bien rendre compte au fil des ans, est indispensable, y compris à travers les sciences sociales, pour accompagner ce sursaut considérable qui ne pourra que s'affirmer et s'amplifier à l'avenir.

- 7 À travers ce numéro, la revue *Pollution Atmosphérique* souhaite apporter à ses lecteurs un regard fondé et éclairé sur la variété des acteurs de plus en plus nombreux à se sentir impliqués par le changement climatique au sein d'une dynamique qui ne s'arrêtera pas lorsque les lumières des pavillons du Bourget se seront éteintes. Un grand merci à tous ceux qui ont contribué à façonner ce regard, et en particulier à Lionel Charles, puisque ce numéro s'est beaucoup appuyé sur sa vaste culture sociologique et environnementale et sur son infatigable dynamisme qui a eu, pourtant, à surmonter bien des obstacles.

NOTES

- 1 « L'adaptation au climat et la maîtrise de la qualité de l'air », [En ligne] : <http://www.appa.asso.fr/national/Pages/article.php?art=821>
- 2 Buffet C., « Adaptation au changement climatique : construction, acteurs et cadrages, des arènes globales de négociations aux populations vulnérables du Bangladesh », thèse sous la direction d'Amy Dahan, Centre Alexandre Koyré (EHESS/CNRS), Paris, juin 2015.
- 3 United Nations Framework Convention on Climate Change.
- 4 Un récent rapport émanant du CRED (Centre for Research on the Epidemiology of Disasters) et de l'UNISDR (UN Office for Disaster Risk Reduction), intitulé « The Human cost of Weather Related Disasters » a montré l'accroissement sur les vingt dernières années des événements de caractère météorologique à risque, qui représentent 90 % des désastres enregistrés sur la période, avec plus de 600 000 décès.

AUTHOR

Isabelle Roussel

Association pour la Prévention de la Pollution Atmosphérique